

Trimestriel N°13 // Septembre 2023

CAMARADE !

PAR ET POUR LES JEUNES SYNDICALISTES



ÉDITO

Par le comité de rédaction

Présenter ses « regrets » et non ses « excuses » pour notre histoire coloniale. Condamner à quelques centaines d'euros et des heures de travaux d'intérêts généraux des étudiants issus « de la haute » ayant torturé et assassiné un étudiant racisé dans le cadre d'un baptême, mais vouloir faire passer une loi « casseurs » pour condamner avec sévérité les dangereux-euses délinquant-es qui brisent une vitrine en marge d'une manif. Pleurer de pauvres milliardaires qui font du tourisme « Titanic » tout en déshumanisant des migrant-es noyé-es en méditerranée. S'indigner d'émeutes qui « entachent l'image de la France » suite à la mort du jeune Nahel sans se demander si l'organisation d'une cagnotte de soutien à un policier accusé de meurtre atteignant 1,5 million d'euros n'est pas quelque peu plus « entachant » en terme d'image nationale. Subsidier les agences type « Frontex » pour rendre les frontières européennes totalement hermétiques alors qu'accueillir les populations qui fuient misère, guerre et catastrophes climatiques coûterait trois fois moins cher, couperait les filières criminelles des passeurs et dégagerait des sommes permettant un accueil digne de ce nom.

Le racisme est de fait toujours bien présent dans nos sociétés occidentales, profondément ancré dans l'inconscient collectif et influant encore des décisions politiques. Le fait que le terme « woke », remplaçant l'insulte « islamo-gauchiste », soit vulgarisé jusque dans certains de nos milieux militants est une parfaite illustration de la normalisation insidieuse des idées patriarcales, capitalistes et xénophobes qui entretiennent les faits énumérés dans cet édito. À l'heure du retour en force des coalitions de droite dure et d'extrême droite dans nombre de pays européens et de par le monde, il est du devoir de nos organisations syndicales de porter haut et fort les luttes des collectifs décoloniaux, de se poser en alliées actives de ces questions et de démonter point par point un révisionnisme historique qui pose encore aujourd'hui notre passé colonial comme un bienfait.

SOMMAIRE

DOSSIER THÉMATIQUE

2 VAINCRE LE DÉNI COLONIAL ET FAIRE CONVERGER NOS LUTTES

4 MARX ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME

5 RÉVOLTES ANTIRACISTES : DES MÉTHODES VIRILISTES ?

6 JUSTICE DE CLASSE, ENCORE ET TOUJOURS.

VARIA

7 POUR L'AMOUR ET LA SURVIE DU MÉTIER D'ENSEIGNANT-E

EN RÉGIONALE

9 FESTI'FAL, LE FESTIVAL ARDEMENT ANTIRACISTE

SECRETARIAT

10 LES JEUNES FGTB AU CŒUR ROUGE DU « PAYS NOIR »



QUI SOMMES-NOUS ?

Les Jeunes FGTB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGTB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGTB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle des travailleur-euses et des étudiant-es.

Les Jeunes FGTB agissent pour un changement radical de société où chacun-e puisse jouir de tous les droits en sa qualité d'être humain, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre tous soient effectifs. Iels agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGTB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.

Le média *Camarade !* a fait le choix d'employer l'écriture inclusive. Nous pensons que la codification académique de la langue française est un outil de domination et qu'il est nécessaire de continuer à faire évoluer le français dans une optique progressiste face à l'immobilisme instauré par une poignée d'hommes sexistes et conservateurs au sein d'institutions cherchant à figer et réglementer la langue. Nous sommes convaincu-es que le langage peut être vecteur de changement et que l'emploi de l'écriture inclusive peut participer à réduire l'invisibilisation des femmes et à sortir de la binarité en visibilisant les minorités de genre.

Dans ce contexte, toutes les personnes interviewées pour notre journal sont averties que toutes leurs citations sont rendues inclusives à la publication. Par ailleurs, lorsqu'un genre est surreprésenté au sein d'un groupe de personnes et qu'en faire la mention visibilise la nature genrée d'une situation que l'on souhaite dénoncer, nous ferons le choix de ne pas rendre l'énoncé inclusif : dire que « les aide-ménagères exploitées » sont majoritairement des femmes et « les grands patrons » des hommes a un sens militant que nous ne souhaitons pas effacer.



VAINCRE LE DÉNI COLONIAL ET FAIRE CONVERGER NOS LUTTES

INTERVIEW DE ALIOU BALDÉ

// COLLECTIF MÉMOIRE COLONIALE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

PAR RAPHAËL D'ELIA // CHARGÉ DE COMMUNICATION AUX JEUNES FGTB

// Peux-tu te présenter, raconter rapidement ton parcours et présenter le Collectif ?

Mon nom est Aliou Baldé, je suis militant du Collectif Mémoire Coloniale depuis 7 ans. Je m'y occupe principalement de tout ce qui est espace public et par conséquent des visites décoloniales que l'on organise depuis 9 ans maintenant.

L'objectif de départ des militant-es qui ont créé le collectif était de faire le lien entre colonisation et racisme, du fait du constat à l'époque qu'il n'y avait pas d'organisation qui faisait ces liens ou s'en occupait spécifiquement.

Iels se sont dit qu'il fallait créer un ensemble d'outils là-dessus. Les visites sont arrivées comme ça mais pas que : on a fait beaucoup de conférences, de formations et on en fait encore. Beaucoup de lobbying politique aussi. L'idée est de pousser à ce que la question soit dans l'agenda politique et médiatique.

Avec des hauts et des bas, on a quand même constaté que cette question est devenue un incontournable avec le temps donc ça c'est plutôt positif. Il faut être vigilant-es là-dessus parce qu'on n'est pas à l'abri des récupérations et il y en a déjà eu beaucoup.

// C'est un euphémisme : la colonisation est peu abordée dans les programmes scolaires comme au sein des institutions culturelles. Pourquoi à ton avis ? Y a-t-il encore aujourd'hui des pressions pour ne pas en parler ?

Il est plus correct de dire que ce n'est plus abordé maintenant. Au temps de la Belgique coloniale et un peu après les années '60, cette question était enseignée dans les écoles. Mais évidemment du point de vue du colonisateur et sous forme de propagande. Après les années '60, c'est devenu un peu une espèce de tabou petit à petit parce que la Belgique n'avait pas préparé l'indépendance qui fut vécue comme très brutale pour certain-es.

C'est vraiment une grosse frustration pour beaucoup et petit à petit, on a enfermé la thématique dans des petits cercles d'anciens coloniaux qui montaient des associations et qui transmettaient à leur niveau. Il y a cependant toujours eu des institutions comme le Musée de Tervuren qui, lui, a quand même fonctionné pendant longtemps avec cette propagande pro coloniale et qui perdure d'une certaine façon aujourd'hui.

Donc aujourd'hui si on n'en parle plus, c'est parce qu'il faut installer le déni par rapport à la question. Il faut quand même souligner les évolutions au niveau de l'enseignement francophone : il y a une réforme qui est en cours à ce sujet mais elle se fera dans le secondaire inférieur. Pour moi, ça doit commencer dès la maternelle et aller jusqu'à l'université. Il faut aussi inciter les gens à faire des activités extra-scolaires sur ces questions.

On a évidemment lutté contre ce déni parce qu'il y a 10 ans encore, c'était une question vraiment peu posée et donc l'idée c'était de la faire remonter en surface et de montrer ce qu'on a subi en 75 ans de colonisation et que ce n'est pas juste une question qu'on peut oublier et enterrer.

Ensuite il y a des groupes de pression, notamment une association pro-coloniale qui s'appelle « Mémoire du Congo », qui fait régulièrement des conférences. Il y a également toutes les familles coloniales qui ont encore des réseaux via certains politiques et qui poussent à ce que ces questions ne soient pas abordées.

On a aussi la famille royale. Il faut le dire parce que récemment, sur la question des excuses, c'était un secret de polichinelle que la famille royale a appelé certain-es parlementaires pour éviter que le mot « excuse » ne soit prononcé parce qu'il ouvre la voie à beaucoup de choses comme toucher à leurs finances personnelles. D'où la formulation du Roi Philippe disant qu'il exprime des « profonds regrets », termes juridiquement nuls et donc dont on ne peut rien tirer. Pour nous la question des réparations, notamment financières, devra se poser tôt ou tard.

« En caricaturant un peu, selon beaucoup de militant-es de gauche : lorsque le capitalisme tombera, il n'y aura plus de problèmes de racisme... On pense que c'est faux et qu'il faut intégrer un antiracisme conséquent dès maintenant. »



// On remarque que même lorsque la question est abordée, on ne nous parle jamais des faits de résistance des peuples colonisés. Peux-tu nous en dire plus et donner quelques exemples pour les colonies belges ?

Tout a été fait pour présenter les peuples colonisés de manière générale comme étant des peuples passifs ou en tout cas des peuples sauvages qui attendaient qu'on vienne les civiliser. Concrètement, c'est comme ça que l'image a été mise en place et donc il faut surtout éviter de parler de cette question de résistance parce que ça voudrait dire que les gens sur place n'étaient pas d'accord avec le système. Tout simplement !

Je suis récemment passé devant une plaque rue Montoyer qui est en hommage à Unilever, anciennement « Les huileries du Congo belge », qui produisent notamment le savon Sunlight. Cette société a énormément bénéficié d'expropriations de terres au Congo et elle a d'ailleurs fait face à la plus grande résistance qu'il y ait eue, en 1931. On l'appelle souvent la « révolte des Bapende » mais nous évitons ce terme parce que ça fait croire que c'était spontané alors que c'était quelque chose de bien pensé, organisé, etc. Lorsqu'on parle de résistance, on ne parle souvent que de résistance armée mais ce sont d'autres choses aussi : les travailleur-euses dans les mines qui ralentissent leur travail, faire des régimes drastiques pour maigrir pour ne pas être recruté-e, la fuite des zones d'exploitation, etc.

// Quel a été le rôle des femmes dans cette résistance ?

Une figure très connue est Maman Marie Muilu Kiawanga Nzitani qui était la compagne de Simon Kimbangu, un leader spirituel et politique. Elle a mené la résistance lors de la détention de son mari (qui a duré 30 ans, jusqu'à sa mort). On peut également citer Kimpa Vita, grande leadeuse de la résistance anticoloniale, qui remonte à l'époque du Royaume du Kongo.

// Est-ce que le colonialisme belge appartient vraiment au passé ou est-il encore bien présent ? Quel est encore le rôle d'acteur-trices belges, privé-es comme publics, dans les anciennes colonies ?

On nous dit souvent que le colonialisme appartient à l'histoire, mais il n'appartient pas au passé. Au niveau de la manière dont sont traitées les populations noires par la Belgique, on remarque qu'il y a encore beaucoup d'aspects coloniaux. Au-delà de ça, la Belgique a perdu beaucoup de son influence par rapport à des pays comme les États-Unis, la France ou plus récemment la Chine mais il faut rappeler qu'aujourd'hui encore il y a des intérêts belges au Congo. On a la fameuse « expertise de la région des Grands Lacs » qui concerne par exemple les minerais et qui se matérialise dans le Musée de Tervuren.

// Est-ce qu'on peut également parler d'un développement économique des pays colonisés par la Belgique ?

Ça c'est vraiment le discours de propagande. C'est imaginer que la famille royale aurait investi de sa poche pour que d'autres en bénéficient. Toutes les biographies de Léopold II reconnaissent que c'était un personnage extrêmement capitaliste, mégalomane et radin dans sa manière de fonctionner. Jamais on aurait pu imaginer que, y compris en Belgique, il ait fait quelque chose au bénéfice des gens. Il y avait toujours des intérêts économiques cachés derrière. Il y avait des liens très forts entre Léopold II et le monde des capitalistes, de la finance.

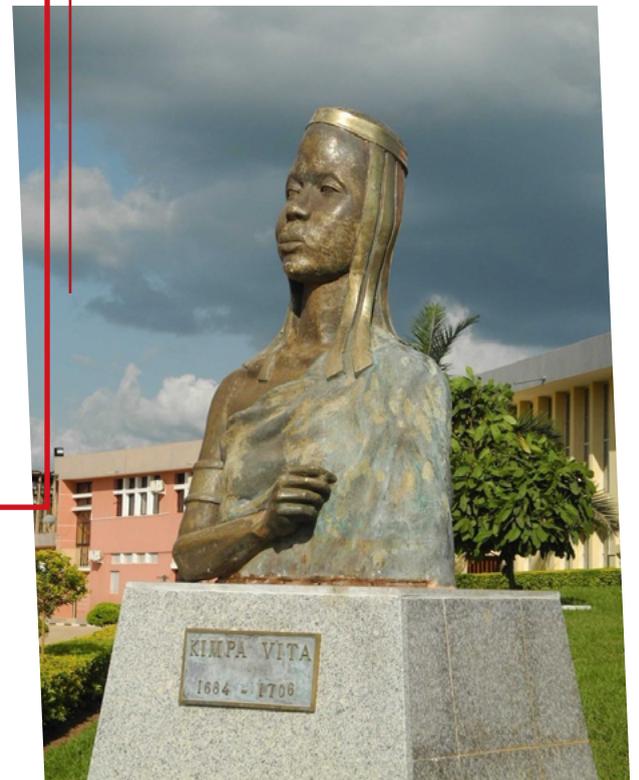
// À ton avis, comment construire la convergence entre le syndicalisme et les collectifs décoloniaux/antiracistes ?

Il y a grandement besoin de convergence mais elle ne va pas arriver comme ça parce que le syndicalisme est assez classiste et, personnellement, je le trouve un peu raciste. Il y a certaines revendications décoloniales qui sont difficilement portées par les syndicats. Dans un autre sens, c'est important qu'ils portent ces thématiques parce qu'ils représentent une grande force ; ce sont eux qui mobilisent, ils ont énormément d'influence.

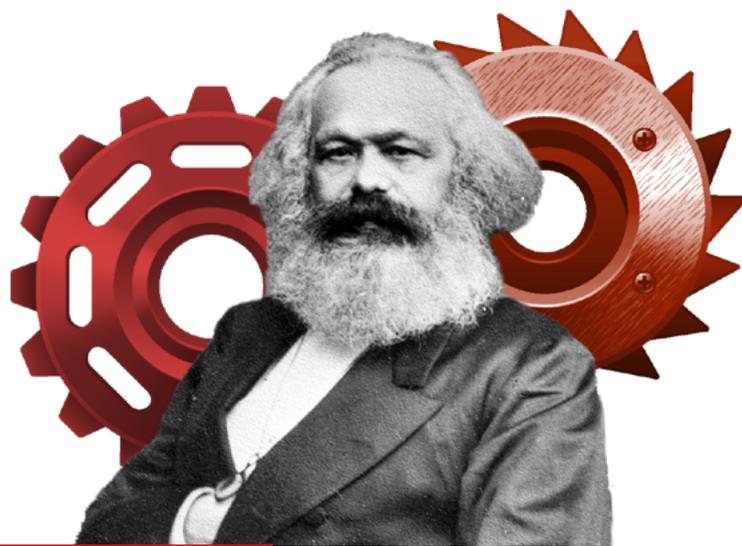
Quand je parle de classisme, je veux dire qu'il y a beaucoup de syndicalistes qui viennent plutôt de milieux bourgeois et qui ne comprennent pas toujours les préoccupations des travailleur-euses. Ça s'applique à la gauche de manière générale. À droite, c'est pire évidemment. En caricaturant un peu, selon beaucoup de militant-es de gauche : lorsque le capitalisme tombera, il n'y aura plus de problèmes de racisme... On pense que c'est faux et qu'il faut intégrer un antiracisme conséquent dès maintenant.

// À ton avis, à quoi devrait-on travailler en tant que syndicalistes pour avancer sur ces questions ?

Je pense qu'il faut déjà travailler cette question dans les entreprises, connaître et analyser leurs liens avec la colonisation par exemple. Comment est-ce qu'elles ont fait fortune et quels actes concrets de réparation peuvent-elles mettre en œuvre ? Comment les conditions de travail peuvent-elles être améliorées grâce notamment à cette mise en question ? L'idée c'est vraiment de les pousser à ce que ces questions soient reconnues ; on pourrait par exemple attaquer Unilever sur ses bénéfices énormes qui sont liés au colonialisme.



MARX ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME



PAR MIGUEL SCHELCK // PERMANENT JEUNES FGTB BRUXELLES

La lutte contre le racisme est une dimension importante du combat syndical. Au quotidien, nos délégué-es se battent dans l'entreprise pour défendre les travailleur-euses issu-es de l'immigration. La FGTB participe également à des campagnes nationales contre le racisme et la division des travailleur-euses sur base de leur religion ou de leur ethnie car seule une classe unie dans un même mouvement de masse est capable de se débarrasser du capitalisme.

Néanmoins, pour unir la classe travailleuse et mener des luttes efficaces contre le système raciste, il est nécessaire d'être guidé par une théorie prenant en compte les divisions et hiérarchies qui traversent nos sociétés, les raisons de celles-ci et leurs effets sur l'ensemble de la classe travailleuse.

Cette théorie, nous pouvons aller la chercher chez celui qui a durablement marqué le mouvement ouvrier depuis la fin du 19^{ème} siècle : Karl Marx. En effet, si la lutte contre le racisme est secondaire dans son œuvre, il a néanmoins participé de son temps aux luttes antiracistes et construit de nombreuses réflexions sur les fonctions du racisme dans la société. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les luttes de libération nationale qui ont marqué l'Asie, les Amériques ou l'Afrique durant le 20^{ème} siècle ont été influencées par le marxisme et soutenues par les régimes socialistes se revendiquant de Marx.

RACISME ET CAPITALISME : LES DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE

Un des apports de Marx à la lutte antiraciste a été de montrer à travers sa théorie de l'accumulation primitive du capital la manière dont le capitalisme a construit le racisme comme système. Dans *Le Capital*, section VIII du livre I, Marx développe cette théorie. Il cherche alors à comprendre le passage du féodalisme au capitalisme entre le 15^{ème} et le 18^{ème} siècle ; le processus historique qui a permis la transformation d'une économie agricole et artisanale en une économie commerciale et industrielle, la privatisation des terres par la bourgeoisie et la prolétarisation des paysans.

Pour Marx, ce processus historique est le fruit de l'accumulation primitive du capital, soit la concentration et la centralisation de la richesse aux mains de la bourgeoisie à travers des méthodes violentes comme la spoliation des terres, la colonisation, l'expropriation, ... Ainsi, chez Marx, l'esclavage et la colonisation des peuples autochtones d'Amérique, d'Asie et d'Afrique par les puissances impérialistes de l'époque ont permis d'accumuler les richesses nécessaires au développement économique et technologique des sociétés. Cette accumulation de richesse est donc considérée par Marx comme la base nécessaire à la formation du capitalisme moderne.

Mais pour ce faire, il a fallu à la bourgeoisie de l'époque légitimer tous ces crimes, c'est-à-dire construire un système idéologique légitimant la hiérarchisation entre différentes catégories d'individus. Ainsi, le capitalisme a participé à la systématisation et l'institutionnalisation d'un système raciste dans notre société.¹ Se battre contre le racisme implique donc de se battre également contre le capitalisme qui le produit, et vice-versa.

LES FONCTIONS DU RACISME

Chez Marx, le racisme n'a pas pour unique fonction de légitimer l'esclavage, les spoliations, les ethnocides commis à l'égard de certaines catégories de travailleur-euses et, plus largement, leur prolétarisation. En fait, à travers son œuvre, on peut noter l'existence de trois grandes fonctions du système raciste.

— LA FONCTION ÉCONOMIQUE DU RACISME

Le racisme a un rôle économique important dans le capitalisme. Comme tous les autres processus de division et de hiérarchisation des travailleur-euses, le racisme permet d'accroître la concurrence entre elleux en payant moins et dotant de moins de droits sociaux certaines catégories de population. Une des fonctions du racisme consiste donc à faire pression vers le bas sur les droits et les salaires de la classe travailleuse.

— LA FONCTION POLITIQUE DU RACISME

Le racisme a également une fonction politique importante chez Marx. D'abord, il permet de diviser le prolétariat et de détourner celui-ci de la lutte des classes. Le nationalisme défendu par l'extrême-droite par exemple peut être analysé comme une manière d'unir les classes sociales en conflit contre un ennemi fantasmé afin de subordonner la lutte des classes à la lutte des races.

Ensuite, le racisme permet de justifier le néo-colonialisme et les guerres qui permettent aux puissances impérialistes de conquérir de nouveaux marchés, de nouvelles ressources et une main-d'œuvre à moindre coût.

— LA FONCTION IDÉOLOGIQUE DU RACISME

Enfin, on retrouve chez Marx l'idée que le racisme permet de nuire à la construction d'une conscience de classe, notamment en développant dans la classe travailleuse un sentiment de supériorité par rapport à une « sous-classe ». Cela aurait pour rôle de faciliter à une partie du prolétariat leur assimilation à la bourgeoisie.



1 Des manifestations de racisme ont préexisté au capitalisme, mais chez Marx c'est bien le passage du féodalisme au capitalisme qui marque la systématisation du racisme.

NOTRE MISSION HISTORIQUE

— LE SOCIALISME OU LA BARBARIE

Aujourd'hui, nous sommes face à deux possibilités : soit nous poursuivons sur la voie que nous semblons prendre, c'est-à-dire vers un néolibéralisme de plus en plus autoritaire, ultranationaliste et raciste ; soit nous poursuivons la lutte pour une société égalitaire. En soi, le socialisme ou la barbarie. La lutte antiraciste est donc essentielle en cette période sombre, et Marx nous éclaire quant aux chemins à prendre dans celle-ci.

En effet, sur base de son œuvre, des luttes qu'il a menées et de ses prises de position, on comprend que la lutte contre le racisme passe principalement par la lutte contre les bases matérielles dont il est le produit, et donc contre le capitalisme. Toutefois, à l'inverse de ce que laissent croire les interprétations trop mécanistes de la pensée de Marx, nous devons également lutter contre le racisme en tant qu'idéologie car la lutte des idées peut aussi peser sur la lutte des classes et, donc, sur les rapports de production. Outre cette vision mécanique, il est temps que certaines marxistes en finissent avec leur opportunisme de droite qui consiste à éluder les questions de

racisme tout en évitant de tomber dans son extrême-opposé : une posture gauchiste qui vise à assimiler toutes les personnes ayant des pratiques ou discours racistes à des fachos.

— LES LUTTES ANTIRACISTES À MENER

A l'aune de la pensée de Marx, on peut considérer que les luttes à mener contre le racisme doivent s'axer autour de trois phénomènes.

D'abord, il faut mener la lutte contre le capitalisme lui-même à travers les luttes sociales qui, en plus de participer à l'amélioration immédiate des conditions matérielles de la classe travailleuse, permet de travailler consciemment à l'unité. Tout est fait pour diviser l'agent révolutionnaire qu'est la classe ouvrière. Notre rôle doit être de participer au développement d'une conscience de classe. En tant que syndicat implanté et ayant un impact dans le prolétariat, il est de notre devoir de lutter pour faire reculer le racisme en rappelant ce message « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

Ensuite, nous devons lutter contre toutes les manifestations que prend le racisme aujourd'hui. C'est-à-dire aussi bien contre les discriminations à l'emploi, au logement, à l'école, etc. que pour l'égalité des droits et, ainsi, la fin du

dumping social. En effet, notre rôle est de montrer l'intérêt que l'ensemble de la classe travailleuse aurait à l'égalité. C'est également notre rôle de prendre en compte et de lutter contre les violences et discriminations présentes au sein de l'institution policière, d'autant plus que nous sommes représenté-es en son sein et disposons donc d'un moyen de former et d'agir auprès des policier-ères syndiqué-es chez nous.

Enfin, nous devons nous lancer plus en avant dans la lutte idéologique contre le racisme. Cela implique de nous positionner plus souvent dans l'espace public et médiatique sur le racisme, de continuer les formations spécifiques sur cette thématique auprès des délégué-es et, plus largement, de notre public : la classe travailleuse.

Finalement, n'oublions pas que les conquies sociaux ne s'obtiennent que lorsque nous sommes uni-es en mouvement de masse : femmes, hommes, employé-es, ouvrier-ères, blanc-ches et personnes racisées. Les luttes contre le racisme, tout comme contre le sexisme, sont donc essentielles à la victoire.

RÉVOLTES ANTIRACISTES : DES MÉTHODES VIRILISTES ?



PAR ALESSANDRA VITULLI // CHARGÉE DE COMMUNICATION AUX JEUNES FG7B

Suite au meurtre de Nahel, tué au cours d'un contrôle de police, des révoltes ont éclaté dans plusieurs villes de France en réponse aux violences policières. Ces mouvements collectifs de protestation n'ont pas manqué de faire réagir et, parmi ces réactions, certaines féministes et figures de la gauche ont pointé une violence « viriliste ». *Le Monde* a titré « Émeutes urbaines : "Il est grand temps de repenser l'éducation des garçons" » (d'une citation de Christine Castelain Meunier, sociologue). Lucie Paytavin, autrice du livre *Le coût de la virilité*, a également partagé son avis sur les réseaux sociaux : « La violence des hommes. Encore ».

Bien que le lien entre violence et virilisme puisse être analysé dans bon nombre de situations, on pourrait tout de même se demander si ces dénonciations ne tiennent pas plus d'un féminisme blanc, bourgeois et opportuniste que d'une réflexion guidée par la convergence des luttes. Il est important de rappeler, ici, que les hommes racisés sont les cibles principales des violences policières. En dénonçant la violence des actes de contestation qui ont eu lieu partout en France, en la qualifiant de « viriliste », on délégitime totalement cette révolte populaire à laquelle prennent part ces victimes des violences policières et on pointe du doigt ces hommes non-blancs, estimant qu'ils n'ont pas eu la bonne réaction mais aussi que leur violence aurait besoin d'être contenue. Ce discours permet alors de légitimer le recours étatique à l'institution policière pour contenir ces « hommes violents » – précisément ceux qui meurent déjà sous les coups et les tirs de la police – et alimente un racisme déjà extrêmement présent dans la société.

Les hommes racisés subissent déjà le racisme de la police, ils doivent maintenant aussi encaisser celui des féministes blanches quand ils osent y répondre. Mais cette représentation de la masculinité non-blanche n'est pas nouvelle puisque les hommes noirs et arabes ont souvent été dépeints comme violents, barbares et, plus récemment, comme incarnant une certaine « masculinité toxique ». Il s'agit là de figures héritées d'un système colonial véhiculant cette imagerie d'hommes dangereux.

Si dénoncer le virilisme est généralement plus que légitime, faire l'économie de l'analyse de race dans cette situation est au mieux un raisonnement un peu simpliste et au pire purement raciste. Or, ces discours présupposent la prévalence d'un seul rapport de domination sur tous les autres. Mais faire passer le racisme au second plan quand on parle de violences policières pour tirer la couverture à soi et ne développer qu'une analyse de genre, c'est une démarche que l'on pourrait même qualifier de malhonnêteté intellectuelle.

Il peut s'avérer utile de rappeler qu'aucune convergence des luttes ne pourra avoir lieu si l'on considère les hommes comme une catégorie sociale homogène. Le système au sein duquel nous vivons n'est pas que patriarcal et certains hommes, bien qu'en position dominante sous certains aspects, se retrouvent en position subalterne dans d'autres circonstances.

JUSTICE DE CLASSE, ENCORE ET TOUJOURS.

PAR BENJAMIN VANDEVANDEL // DÉTACHÉ PÉDAGOGIQUE AUX JEUNES FGFB



Sanda Dia, étudiant de 20 ans, est décédé le 7 décembre 2018 à l'hôpital suite à l'ingestion massive d'huile de poisson lors d'un baptême étudiant le 5 décembre 2018. Les 18 accusés du cercle « Reuzegom »¹ ont été condamnés ce 26 mai 2023 à des peines de travaux d'intérêt général oscillant entre 200 et 300 heures et à 400 euros de dommages et intérêts. Bien loin de ce que demandait le parquet² et on ne peut plus léger au regard des chefs d'accusation dont ils ont été retenus coupables : homicide involontaire, traitement dégradant et infractions à la législation sur le bien-être animal.

La famille de la victime demandait, au minimum, des réponses quant aux responsabilités de chacun dans le décès de Sanda ainsi qu'une condamnation figurant sur le casier judiciaire des responsables. Aucune réponse au niveau responsabilité individuelle et si un casier a bien été ouvert, « le SPF Justice a fait savoir que la condamnation n'apparaîtra pas sur l'extrait de casier judiciaire. Elle sera dans leur casier, visible par les parquets, la police et les services de sécurité mais pas par leurs éventuels futurs employeurs. »³

Les membres de Reuzegom sont issus de « l'élite sociale ». Ils ont immédiatement bénéficié de la crème des avocat-es pour défendre leur cause. Justice de classe ? Les mots de Douglas De Coninck dans les colonnes du Morgen semblent bien en faire l'illustration : « Lorsque le scandale de l'affaire Sanda Dia a éclaté en 2020, des militants du Black Lives Matter et des twittos ont laissé entendre que, pour ces jeunes seigneurs, la justice ne serait pas rendue comme elle le serait pour d'autres. À l'issue de ce procès, on ne peut que constater qu'ils avaient correctement prédit l'issue du procès. »⁴ La vie d'un étudiant racisé ne semble pas peser bien lourd lorsque l'avenir de la jeunesse dorée de l'« élite » flamande blanche et bourgeoise est en jeu. Ce malgré un discours de début d'année du responsable des rituels de Reuzegom ne laissant que peu de doute quant au caractère profondément raciste et violent du bizutage qu'allait subir la victime : y est mentionné « notre bon ami allemand Hilter »⁵ et demandé que « le bizutage soit « vraiment brutal » cette année »⁶.

La défense a insisté sur le jeune âge de ses clients, sur le fait que leur casier était vierge, qu'ils avaient été victimes d'une « chasse aux sorcières » lors de la divulgation de leur identité sur certains réseaux sociaux, ... arguments entendus par la Cour étant donné qu'à la sortie du tribunal, les avocat-es des accusés se félicitaient du fait que l'arrêt de 118 pages n'allait « pas hypothéquer l'avenir des jeunes gens. »⁷

Le décès de Sanda Dia ne serait donc que le résultat d'un simple bizutage qui a mal tourné et personne n'aurait pu anticiper le danger encouru par la victime. Ne pourrait-on pourtant pas supposer que de jeunes universitaires (dont certains étaient alors dans un cursus de médecine) peuvent anticiper qu'ingurgiter une dose massive d'alcool et 4 litres d'huile de poisson pour se retrouver ensuite immergé plusieurs heures dans un puits d'eau glacée (servant, au passage, d'urinoir) n'est pas indiqué pour la santé ? Quid de la suppression de conversations Whatsapp qui auraient pu amener une lecture des responsabilités de chacun ? Du traitement infligé aux candidats qui s'apparente à de la torture ? De l'avertissement d'une professeure de médecine avant le départ vers le chalet de Vorselaar ?⁸ Ce « bizutage » aurait-il été considéré comme tel s'il avait été le fait de jeunes racisé-es et/ou issu-es de milieux plus modestes ? Et si la victime avait été blanche ? Les agissements violents répétés et connus depuis des années du « rituel » de Reuzegom ne pourraient-ils pas, si sortis du contexte de l'université, être requalifiés en actes de torture en bande organisée ? Faire partie de l'« élite » dispense-t-il du plus élémentaire respect de la dignité humaine ? Les mots de l'avocat de la famille, Sven Mary, au sortir du tribunal, laissent en tout cas planer une illustration

de justice de classe : « Oui, « une » justice a été rendue, mais était-ce celle que la famille espérait ? Ce qui est certain, c'est que les proches attendaient des réponses à leurs questions. Ils ne les auront pas. Manifestement, le silence est d'or et l'omerta a porté ses fruits. »⁹

Sven Mary a annoncé ne pas aller en cassation. Comme s'il savait que cela ne changerait rien, au vu de l'identité des condamnés. Il n'est pas ici question d'instrumentaliser le décès de Sanda Dia, mais bien de constater que la justice rend des décisions toujours autant favorables aux intérêts des groupes dominants : criminalisation des mouvements sociaux, négation de nombre de féminicides, primauté des intérêts privés sur le collectif, complaisance judiciaire envers les forces de l'ordre coupables de violences policières sur les personnes racisé-es et, ici, préservation de l'avenir de la jeunesse dorée flamande. Les mots de La Fontaine semblent toujours résonner d'une effrayante actualité : « Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir. »

- 1 Fraternité étudiante de la KUL, connue pour être extrêmement « élitiste » et déjà pointée du doigt par GAIA en 2013 pour « cruauté envers les animaux ». Le Reuzegom, ainsi que les autres fraternités et sororités de la « Guilde d'Anvers », ont refusé de signer la « charte des bizutages » de la KU Leuven. Reuzegom est dissout en 2018 suite au décès de Sanda Dia.
- 2 Des peines de prison effectives allant de 18 à 50 mois, des amendes allant jusqu'à 8.000 euros et une déchéance des droits pendant cinq ans.
- 3 <https://www.rtf.be/article/arretez-de-protoger-lelite-blanche-les-reactions-au-jugement-dans-laffaire-sanda-dia-mort-lors-dun-bapteme-etudiant-11204441>
- 4 Idem
- 5 <https://www.brusselstimes.com/409639/trial-on-deadly-student-hazing-of-sanda-dia-enters-fourth-day-what-happened>
- 6 Idem
- 7 https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/31/en-belgique-la-clemence-de-la-justice-apres-un-bizutage-fatal-suscite-l-amertume_6175492_3210.html
- 8 Cette professeure a croisé le cortège des « candidats » sur le site de l'université et a jugé l'état de Sanda Dia tellement préoccupant qu'elle a menacé d'appeler la police. Un des responsables, étudiant en médecine, a calmé les esprits en promettant que le baptême se terminait et que jamais ils ne laisseraient Sanda sans surveillance... deux mensonges.
<https://daardaar.be/rubriques/opinions/affaire-sanda-dia-justice-trop-clemente-envers-les-jeunes-privileges/>
- 9 <https://www.lalibre.be/belgique/judiciaire/2023/05/26/affaire-sanda-dia-le-silence-est-dor-et-lomerta-a-porte-ses-fruits-RNWE-G23WCJHFRDAGO7NJUYL6WA/>

POUR L'AMOUR ET LA SURVIE DU MÉTIER D'ENSEIGNANT·E

ENTRETIEN AVEC GUILLAUME // DÉLÉGUÉ
SYNDICAL CGSP ENSEIGNEMENT À BRUXELLES

RÉALISÉ PAR RAPHAËL D'ELIA // CHARGÉ
DE COMMUNICATION AUX JEUNES FGTB

// Depuis quand es-tu prof ? Quelles matières enseignes-tu ? Depuis quand es-tu délégué syndical et quels sont tes mandats ?

Ça fait 6 ans que je suis prof en fin de primaire où j'ai commencé et dans le degré inférieur de l'enseignement secondaire. J'y donne les mêmes matières, philosophie et citoyenneté, un cours assez neuf qui a 6 ans et qui remplace les 2 heures de morale et de religion.

Je suis délégué syndical depuis 2 ans ; il n'y avait plus de délégué-es syndicaux-ales dans mon école depuis un sacré paquet d'années. Des élections ont donc été organisées dans l'école et étant le seul candidat, j'ai été élu. Étant donné mes deux fonctions, je ne suis délégué que pour le secondaire. Dans l'école primaire, il s'agit d'une beaucoup plus petite équipe et il n'y a pas de délégation, tout se fait plus en cogestion avec la direction.

Je siège au Conseil Communautaire de Base (CoCoBa) qui touche à l'organisation du travail dans l'école (horaires, candidatures, attributions, etc.)

Mon engagement syndical ne date pas de mon entrée dans le monde professionnel. Celle-ci a même marqué un temps d'arrêt car on m'a déconseillé d'être délégué syndical avant d'être nommé. Finalement, je l'ai fait en n'étant toujours pas nommé mais, effectivement j'ai été délégué syndical quand j'étais étudiant (à l'Union syndicale étudiante) et finalement l'essentiel de ma formation de base vient de là. Je pense par exemple à l'exercice de la réunion et du mandat, à la lecture de textes juridiques, etc. Ça permet notamment de ne pas tout le temps faire appel aux permanent-es sachant qu'ils ont déjà beaucoup de travail.

// Pourquoi les récentes mobilisations ?

L'année passée on a eu un plan d'action même s'il était un peu trop étendu, il n'y avait pas assez d'événements successifs. On faisait une manif puis on attendait 3 mois pour une autre dans une autre ville. C'était très difficile de mobiliser pour juste faire une marche alors que le coup d'envoi de ce plan d'action était extrêmement positif : un rassemblement statique à Surllet de Chokier où on était tellement en nombre qu'on a débordé sur tout le quartier ; la circulation était bloquée. Ceci en sachant qu'il drachait, ce qui démotive souvent les militant-es.

Nous sommes passé-es après ce rassemblement statique à des manifestations dans les fiefs des différentes représentations politiques : on est allé-es à Mons, à Namur, etc. C'était à chaque fois une petite réussite mais ce n'était jamais grandissant et parfois il y avait même peu de monde. C'était donc difficile de garder les forces vives mobilisées, de convaincre ses collègues de se bouger trois fois en 9 mois pour exactement le même sujet. Ce que je dis vaut surtout pour le public bruxellois qui, on le sait, est toujours difficile à déplacer dans d'autres villes.

On arrivait quand même à mobiliser plus largement que d'habitude. Les collègues venaient aux assemblées syndicales et on sentait un gros ras-le-bol général. Les raisons sont que les profs de l'enseignement francophone sont comparativement mal payés, les classes sont surpeuplées, les bâtiments sont vétustes, etc.

// On a vu « écoles en lutte ». C'est venu d'où ? Cela précède la réforme de l'évaluation ou est-ce un point de départ ?

C'était un peu au moment de « santé en lutte », « agriculteurs en lutte », « travail social en lutte », etc. Ça précède donc très largement les récentes mobilisations. Ce sont des profs politisé-es¹, pas toujours syndiqué-es, mais fondamentalement de gauche qui se sont rassemblé-es pour pouvoir s'exprimer, d'une manière qui ne soit pas consensuelle : on veut défendre un enseignement pas seulement égalitaire mais surtout émancipateur. L'idée n'est pas du tout de contester les syndicats mais simplement de porter un discours sur l'enseignement qui n'est actuellement pas porté publiquement.



1 Dans le sens premier du terme, donc pas nécessairement des personnes qui sont membres de partis.

// Pourquoi est-ce que vous vous opposez à la réforme de l'évaluation ? Est-ce que le système actuel d'évaluation est selon toi suffisant ?

C'est une nouvelle proposition du cabinet ministériel qui répond à une exigence générale du contrôle. Il est de bon ton dans une société néolibérale de contrôler et d'évaluer le travail. Quand l'évaluation est négative, après des possibilités de renforcement du-de la travailleur-euse, on renvoie la personne.

La première chose qui m'a fait réagir est que cette réforme serait basée sur l'idée qu'on n'est jamais contrôlé-e. Ce qui est absolument faux, même si notre hiérarchie fait difficilement son boulot : le service d'inspection est aujourd'hui à l'agonie complète. Il y a peu de renouvellement et les inspecteur-rices sont affecté-es à d'autres tâches.

Il y a en fait une réelle volonté d'un côté de centraliser la décision tout en décentralisant complètement le contrôle et la punition. L'idée est de décharger sur les administrations des écoles la nécessité de contrôle du personnel enseignant. Alors que les inspecteur-rices sont d'ancien-nes profs de la matière inspectées ; ce n'est pas nécessairement le cas de la direction.

Ce système d'évaluation vient donc remplacer l'inspection et est aussi une manière d'économiser sur le personnel tout en surchargeant encore davantage les directions d'établissements. L'administration se décharge de plus en plus de toutes les charges qui lui incombent et le personnel éducatif et de direction doit progressivement s'en charger. C'est un mauvais calcul car on économise sur des postes, certes coûteux car hautement qualifiés, mais d'autres personnes vont être surchargées, vont craquer et plus personne ne voudra faire ce boulot pour finir. Or il y a déjà des pénuries...

L'autre problème c'est que ça met sur un pied d'égalité des profs nommés et les profs temporaires dans l'évaluation. Le Décret va tenter de gommer les différences qu'il y a entre ces deux statuts mais vers le bas. Tout le monde sera finalement sur la sellette et plus personne n'osera contester des choix ou lancer l'alerte par rapport à des situations en interne.

// Est-ce que cette réforme rentre dans le cadre du pacte d'excellence ?

Oui et non. Techniquement non, mais oui parce que c'est la continuation pure et simple dans ce que le cabinet McKinsey prévoit pour l'enseignement. Pour ceux qui ne voient pas qui ils sont, il s'agit d'un cabinet de consultance. Donc des gens qui ne sont pas d'une société mais viennent y expliquer qu'ils travaillent mal en échange de sommes astronomiques.

À l'époque, c'était pour le cabinet de Joëlle Milquet et ça a continué au fur et à mesure des législatures. La ligne de fond idéologique de ce qui est proposé par McKinsey est de libéraliser complètement l'enseignement. Le paravent est d'essayer de diminuer les inégalités et de renforcer l'excellence de l'enseignement.

Pour McKinsey, personne dans la société ne devrait avoir un CDI. Il faut que tout le monde soit en permanence sur la sellette pour pouvoir mieux performer dans son travail. McKinsey a un intérêt à voir la société changer ; l'ancien Président de McKinsey Belgium a par exemple fondé « Teach for Belgium » qui donne des formations aux enseignant-es dans la pure idéologie néo-libérale.

// Est-ce que sur le terrain le pacte d'excellence amène quelque chose de positif ? Les plans de pilotages sont-ils effectivement réalisés par les équipes éducatives ?

D'une certaine manière oui parce que ça nous a permis de nous forcer à nous réunir en tant que profs pour discuter de notre école. Pour essayer de voir les problèmes et essayer de détecter où une évaluation et une amélioration pouvaient être faites. Mais fondamentalement on n'avait pas besoin de tout le package du pacte d'excellence pour se dire que c'était une bonne pratique.

Et on a certainement pas besoin du pacte d'excellence pour commencer à financer sur fonds propres les changements dans l'école qu'on veut apporter parce que, actuellement, rien n'est suivi. Les contrats d'objectifs que les écoles prennent, on nous demande que ce soit non-coûtant. C'est difficile de rendre une cour de récré plus agréable sans avoir un petit peu de sous pour repeindre un mur ou mettre un banc. Donc c'était positif dans le sens où pendant quelques années on a pu dégager du temps horaire

pour bosser là-dessus mais, dans un futur proche, il ne sera plus possible de dédier des journées pédagogiques pour ça. Ce sera donc sur notre temps libre.

// Quelles perspectives pour la lutte dans l'enseignement obligatoire ?

À l'heure actuelle celle qui ressort le plus dans mon école est que la régularisation énergétique de l'école va être très violente. Comme notre Pouvoir Organisateur ne peut pas lever l'impôt et qu'on fonctionne sur enveloppe fermée, la thune il n'y en a pas. Si rien n'est fait pour financer massivement l'enseignement, il faudra fermer des écoles.

Ce que je redoute c'est qu'on risque donc de se retrouver avec des coupes financières drastiques. Il y a notamment l'idée de financer l'officiel à 70% comme c'est le cas du libre. Ou encore l'idée que le personnel ouvrier des écoles serait en fonds propres et deviendrait donc une variable d'ajustement lors d'économies.

Il va aussi falloir se battre pour garder notre statut. Moi ce que j'aimerais c'est qu'on se batte pour gagner des trucs et pas se battre pour ne pas en perdre... Ce dont on a surtout besoin ce sont des engagements en plus, plus de moyens pour gérer des élèves à besoin spécifiques, des meilleurs salaires pour attirer plus de profs (ou des avantages comme dans le reste de la fonction publique).

// Un mot de la fin ?

En réalité, malgré la situation, on est encore quand même plein à gueuler dans la rue ou en assemblée syndicale. C'est qu'on est nombreux-euses à adorer notre métier et on n'est pas résigné-es.

J'aime mon métier et j'ai envie de pouvoir l'aimer, j'ai envie que les conditions de travail de mes camarades et celles de mes élèves, parce que c'est du travail, soient tout simplement décentes.



FESTI'FAL

LE FESTIVAL ARDEMMENT ANTIRACISTE

Une société sans racisme, sexisme, homophobie, inégalités de richesses vous tente ? Pour cette nouvelle édition du Festi'Fal, le PCR, Peuple et Culture Wallonie, le Front Antifa de Liège et l'asbl La Cible vous invitent à démasquer les nouveaux visages de l'extrême droite mais surtout à dessiner les perspectives d'une société inclusive portée par la justice sociale, économique et politique.

Si lutter contre l'extrême droite exige d'identifier les visages, les formations politiques, la rhétorique, nous souhaitons apporter dans cette nouvelle édition des pistes collectives pour créer l'alternative.

Depuis plus de 30 ans, les discours les plus haineux et racistes ont percolé dans notre quotidien. Ces idées, véhiculées auparavant par des groupuscules et/ou partis clairement revendiqués de cette idéologie liberticide, sont aujourd'hui reprises par des personnalités politiques agissant au sein de partis politiques dits jusqu'il y a peu démocratiques.

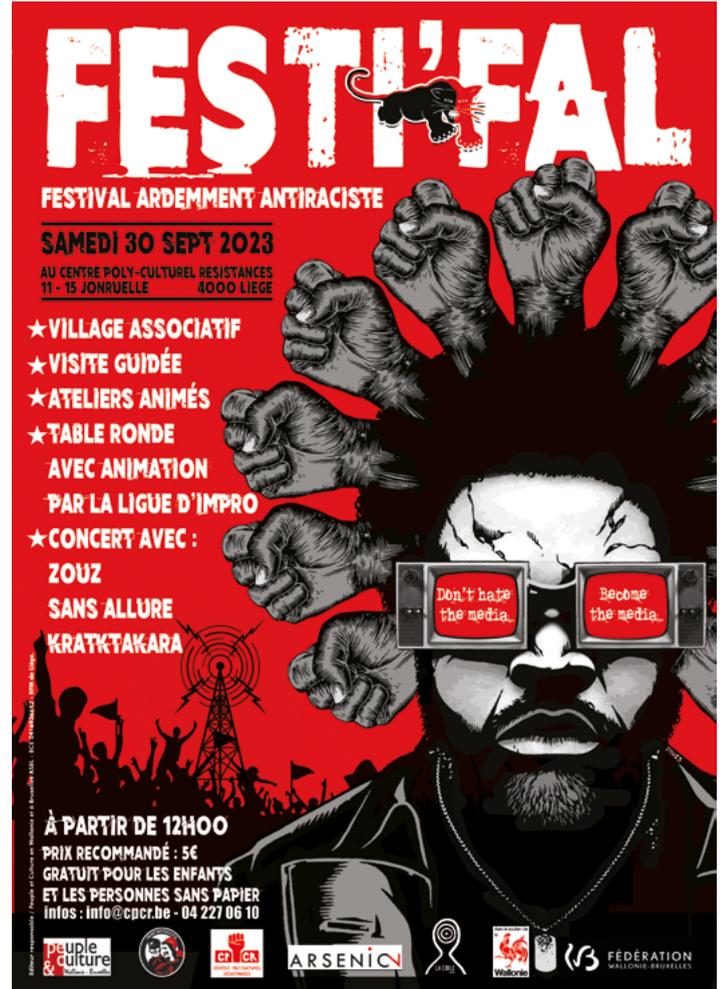
La rupture des cordons sanitaires politiques et médiatiques du côté de la Flandre a eu pour conséquence la banalisation de ces propos à travers le mécanisme de la fenêtre d'Overton.¹

Les résultats des dernières élections en France, Italie, Suède et Finlande nous dévoilent une extrême droite en pleine expansion, débridée et offensive. Récupérant les batailles progressistes portées historiquement par la gauche, l'extrême droite manipule et sème la confusion, jusqu'à séduire un électorat de plus en plus conséquent.

Il est temps de repenser notre monde et de mettre en œuvre toutes les structures d'opportunités et de lutte possibles. Réenchanter l'avenir et le construire.

¹ Définie dans les années '90 par Joseph Overton, la fenêtre d'Overton part du principe que les idées défendues dans l'espace public vont de « impensables » à « populaires » et ce tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique. La fenêtre exclut de l'espace public les idées « impensables » ou « radicales », mais elle est mouvante : l'apparition et la défense de nouvelles idées encore plus impensables que les précédentes permet de rendre « acceptables » des éléments jugés autrefois « radicaux »... voire « impensables ».

La fenêtre d'Overton est un concept qui a été thématisé dans l'édition #12 de « Camarade! », à relire ici : <https://camarade.be/la-fenetre-doverton/>



Photos du FESTI'FAL de 2022



LES JEUNES FGTB AU CŒUR ROUGE DU « PAYS NOIR »



Pour concrétiser le besoin de se retrouver et comme le « camp Jeunes » demande une organisation importante, le « week-end Jeunes » fut initié en 2021 ; il se fait en alternance une année sur 2 avec le camp de 5 jours. La première version s'est transformée, covid oblige, en une « journée jeune » à Verviers. Courte mais intense visite de la ville, découverte de ses projets et bel échange avec les participant-es d'où a émané et fini par se concrétiser, entre autres, tout le travail sur le « complotisme ».

Cette année, les Jeunes FGTB se rendaient à l'auberge de jeunesse de Charleroi. Le premier jour était prévu pour « briser la glace » et visiter le Centre Louis Tayenne, du nom de ce jeune ouvrier assassiné par la police pendant les mouvements miniers des années 30 et lieu de luttes diverses à travers les âges. Il s'agit également de la seule maison du Peuple communiste : François, de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte, nous a montré l'expo sur l'implication des italien-nes de la région dans la lutte antifasciste et nous a permis de mettre le nez dans les archives ouvrières régionales. Ensuite, les quarante jeunes ayant répondu présent-es à l'invitation ont pris de la hauteur en escaladant le terril des Piges sous un soleil de plomb en compagnie de Marc, ancien ouvrier sidérurgiste qui nous a montré le panorama au sommet pelé du terril et présenté les grandes luttes des sidérurgistes de la région. La soirée nous a permis de découvrir toute la vie de cette grande ville, des quais de la Sambre à la Place de la Digue en passant par la Place verte au son de la fête de la musique. Le second jour, deux ateliers présentés par des participants. Dans le premier, Benoît a

traité de la présence de « l'extrême droite sur les réseaux sociaux ». Pour le second, Maxime nous a présenté un historique de l'industrialisation de la Belgique avec Alessio, camarade métallo, pour un complément plus actuel de la situation.

Un verre nous était offert par la régionale à la Maison des 8 heures, institution locale et coopérative de cheminot-es, de postier-es et de mineur-se, maison syndicale qui porte le nom du combat mené dès les années 20. L'après-midi permettait de présenter et faire le bilan sur la campagne « pas de salaire, pas de stagiaire » et de récolter la parole des participant-es sur des sujets variés comme l'international, les campagnes à mener autour du 8 mars pour l'égalité des droits, autour du 8 mai et l'antifascisme ou encore pour les prochaines élections sociales. Autant de pistes qui seront traitées par l'assemblée militante et qui permettront de définir les combats futurs que mèneront les Jeunes FGTB.

Si le camp de 5 jours semble parfois trop court pour les échanges intéressants qui regorgent chez les Jeunes FGTB, le week-end sert pour sa part à lancer des pistes, faire découvrir à des jeunes pas ou peu concerné-es ce que signifie de militer à nos côtés et au vu du nombre de membres présent-es et des non-membres qui ont assurés qu'ils reviendraient, nous pouvons parler d'une réussite totale. Aucun doute, nos cœurs continuent à être bien rouges comme celui du Pays Noir.



CAMARADE !

Camarade ! est un journal d'actualité et de réflexion syndicale par et pour les jeunes syndicalistes, édité par les Jeunes FGTB.

Notre objectif : traiter de l'actualité syndicale d'un point de vue jeune, mais aussi de proposer des réflexions sur le syndicalisme, le capitalisme, l'antifascisme, le sexisme, le racisme, l'écologie et bien d'autres thématiques.

Camarade !, ce n'est pas seulement un journal papier, c'est aussi un WebMédia qui proposera du contenu entre chaque numéro.

Camarade ! est ouvert aux publications extérieures. Envie de participer ? N'hésite pas à soumettre ta contribution (qu'elle soit une analyse politique, un travail artistique ou autre) au Comité de rédaction du journal.

communicationjeunes@jeunes-fgtb.be



Secrétariat général des Jeunes FGTB

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles
02/506 83 92
jeunes@jeunes-fgtb.be

Bruxelles

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles
02/552.03.63
jeunes.Bruxelles@fgtb.be

Brabant Wallon

Rue du Géant, 4 Boite 2 – 1400 Nivelles
067/21 63 73
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

Centre

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul
064/23 61 19
centre@jeunes-fgtb.be

Charleroi

Rue du Grand Central, 91 – 6000 Charleroi
071/231 277
Marie.SCHIAVON@fgtb.be

Liège

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège
08/009 00 45
jeunes.liege@fgtb.be

Luxembourg

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon
063/24.22.59
fgtb-luxembourg@fgtb.be

Mons-Borinage

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons
065/32.38.83
mons@jeunes-fgtb.be

Namur

Rue St Nicolas, 84 – 5000 Namur
081/64 99 56
namur@jeunes-fgtb.be

Verviers

Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places – 4800 Verviers
087/63 96 54
verviers@jeunes-fgtb.be

Wallonie-Picarde

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai
069/88 18 04
tournai@jeunes-fgtb.be

Un journal des Jeunes FGTB

 camarade.be  @CamaradeWebMedia

 **JEUNES
FGTB** s'unir
lutter
gagner

Graphisme et mise en page : Nina Schwab

 @ninanarchist  s291nina@hotmail.com

Photo de couverture : Krasnyi Collective



Editeur responsable : Jeunes FGTB – 42, rue Haute 1000 Bruxelles